

SANTÉ

GROUPE DES ÉLUS COMMUNISTES

<p>Conseil Régional Réunion du 3 - 4 et 5 février 2011</p>
--

Budget Primitif 2011

Le groupe communiste plaide pour l'organisation d'assises régionales de santé

Intervention de Josiane Corbic

Monsieur le Président,
Mes cher(e)s collègues,

Avec cette intervention, je souhaitais évoquer la question de la démocratie sanitaire bien mise à mal depuis la promulgation de la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires.

En effet, le directeur de l'ARS est nommé par le Ministre et le conseil de surveillance est présidé par le préfet de région.

Il n'y a plus de conseils d'administration dans les hôpitaux mais des conseils de surveillance qui valident uniquement les décisions.

Il est vrai qu'il existe la Conférence régionale de Santé et de l'Autonomie mais elle est uniquement consultative, et des commissions où là encore seuls des avis peuvent être exprimés.

Et, concernant les conférences de territoires, leurs membres se sentent isolés, démotivés par le fait qu'ils considèrent qu'ils ne sont présents que pour avaliser les décisions de l'ARS.

Or, l'élaboration du Programme Régional de Santé, feuille de route des prochaines restructurations du service public de santé, demande qu'une large appropriation des enjeux ait lieu.

Aussi, la région pourrait fédérer l'ensemble des acteurs de la santé mais également l'ensemble des bretons intéressés par ces questions qui, dans leur diversité, partagent les valeurs de solidarité et d'égal accès aux soins.

Elle pourrait être à l'initiative de rencontres sur le territoire sous des formes qui restent à créer, sorte d'assises permettant de faire vivre concrètement la démocratie sanitaire ou de conférences régionales de santé comme cela était proposé dans notre programme.

Ceci permettrait de porter largement et avec force des alternatives à la politique en cours.

L'enjeu est de taille : l'Agence Régionale de Santé n'a pas attendu pour mettre en œuvre les décisions gouvernementales. On l'a vu avec la reconfiguration des territoires de santé. En Bretagne, nous avons voulu et nous avons pu garder nos 8 territoires de santé qui répondent aux réalités de notre Région. Mais, il est clair que les restructurations vont se multiplier. Ainsi, le budget de l'ARS Bretagne se trouve réduit de 5% alors que les besoins ne cessent de croître.

Le Conseil régional a la légitimité et la crédibilité pour organiser ces rencontres. Nous souhaiterions que cette proposition soit examinée.